

Directeurs Juridiques

Journal du Management Juridique

INTERVIEW

→ 03

DOSSIER

→ 05

ENQUÊTE

→ 20

AGENDA DES FORMATIONS

→ 24

VEILLE

→ 29

ANNUAIRE

Interview de Audrey Cathard, Directrice juridique adjointe de Groupe Hovart Media et Directrice juridique de Comavig

Quelles responsabilités sociales pour l'entreprise ?

Interview de Monsieur R. Molliet page 40

enquête sur l'impact de la crise sur les directeurs juridiques : l'optimisme est de mise !

Guide des sources documentaires juridiques

Sites internet p 24
Périodiques p 26
Cédéroms p 28

Agenda des formations emploi

Annuaire d'emplois

Indom
Présence Psychologique
Élias
Cournot Association d'Avocats

Le Journal du Management

juridique et réglementaire

LAW *in* FIRM

N° 20 - mai 2009

→ 05

Quelles responsabilités sociales pour l'entreprise ?

→ 20

Enquête sur l'impact de la crise sur les directeurs juridiques : l'optimisme est de mise

AVANT - PROPOS

MARJORIE RAFFECAS - WWW.LAWINFRAANCE.COM

La crise serait-elle en train de bouleverser la culture du droit social français ? Force est de constater que le principe d'égalité de traitement a en ce moment le vent en poupe, tant sur le plan réglementaire que jurisprudentiel. Pourquoi ce revirement soudain ? Probablement par l'effet de certains chiffres persistants, qui deviennent de vrais problèmes de société. Rappelons par exemple que seulement 38% des seniors de 55-64 ans sont actifs en France, contre 70% en Suède et que l'écart de salaire entre hommes et femmes reste en moyenne de 27%.

Fait nouveau sur l'égalité de traitement : la Cour de cassation commence à apporter son grain de sel. Plusieurs arrêts ont en effet été rendus récemment pour redéfinir les pratiques en matière d'égalité salariale (p. 6 de notre dossier). Désormais, il sera nécessaire de justifier toute inégalité de traitement par des éléments objectifs. Même les inégalités fondées par une convention collective ou un accord de branche devront être étayées par d'autres éléments objectifs. Et autre révolution : la différence de catégorie professionnelle ne pourra plus justifier à elle-seule certaines inégalités de traitement. Cette nouvelle tendance jurisprudentielle engendre une réelle rupture avec les pratiques actuelles et donne une nouvelle tournure aux négociations collectives.

Cette poursuite de l'égalité peut conduire néanmoins temporairement à une certaine insécurité juridique, qui n'est pas forcément bienvenue, vu le contexte économique et les difficultés de certaines entreprises. D'ailleurs, n'y aurait-il pas un risque de passer d'un trop plein d'inégalités à un concept d'égalité trop rigide ? En dehors des textes juridiques, la flexisécurité peut aussi favoriser l'égalité. Comme le fait remarquer Maître Roselyn Sandès sur le sujet de l'égalité Hommes-Femmes, en Inde ou aux États-Unis où les femmes enceintes sont encouragées à travailler aussi longtemps que possible avec un aménagement du temps de travail, il y a moins de discrimination que dans le système français qui conduit les femmes enceintes à s'absenter longtemps. Ainsi, l'égalité est aussi un savant dosage entre flexibilité et sécurité !

Le Journal du Management
juridique et réglementaire

Rédaction : Legitiam - 17, rue de Seine - 92000 Boulogne - Tél. : 01 20 71 53 80 - Fax : 01 40 49 03 85 - mail : legitiam@legitiam.fr

6000 exemplaires pour les Directeurs Juridiques d'entreprises, de syndicats et de collectivités. +20 000 lecteurs avec les lectures en ligne

1ère revue dédiée au management des services juridiques d'entreprises et de collectivités publiques.

Edité tous les 2 mois, Le Journal du Management Juridique développe à chaque numéro une interview d'un directeur Juridique, un dossier sur les acteurs du droit, une rubrique fournisseurs, une rubrique assurances, des enquêtes, une veille sur l'actualité juridique des contrats et un agenda des formations.



SURFACES FORFAITAIRES			
Fonds perdus de 5mm	FORMAT U.	L x H mm	Quadri
PLEINE PAGE INTERIEURE	FORMAT U.	210 X 297	2 500
1/2 Page Hauteur ou bandeau		90 x 250	1 600
1/4 Page Hauteur ou bandeau		180 x 120	1 100
		PRIX H.T.	

EMPLACEMENTS PREFERENTIELS			
Fonds perdus de 5mm	FORMAT U.	L x H mm	Quadri
4ème de couverture	FORMAT U.	210 X 297	3 700
2ème de couverture		210 X 297	3 500
3ème de couverture		210 X 297	3 300
		PRIX H.T.	

Encart jeté ou broché 900 euros HT pour 5000 exemplaires (- de 50 g).

Face à la complexité croissante des lois et des réglementations, face à la mondialisation des échanges, le juriste d'entreprise est devenu un personnage fondamental de la vie des entreprises. C'est lui qui va aider le chef d'entreprise à maîtriser les risques juridiques avant les prises de décisions et faire du droit un outil stratégique pour le développement de l'entreprise. Le juriste d'entreprise est à la fois un juriste généraliste de haut niveau et un cadre qui fait corps avec son entreprise dont il épouse les objectifs.

Juriste généraliste de haut niveau, le juriste d'entreprise maîtrise parfaitement le droit privé interne, notamment le droit des contrats, le droit des sociétés, le droit social et du travail et le droit fiscal. Il doit également posséder de sérieuses connaissances en droit de la concurrence, en droit de la consommation, en matière de propriété intellectuelle et en droit des

nouvelles technologies ainsi que, les médias nous en apportent la preuve tous les jours, en droit pénal des affaires. Ses domaines de compétences ne doivent cependant pas se limiter au droit privé interne. Dans la mesure où les entreprises passent de plus en plus souvent des contrats avec des établissements publics ou sollicitent des aides de l'Etat, une connaissance approfondie du droit administratif lui est aujourd'hui nécessaire. De même, le juriste d'entreprise doit acquérir une spécialisation dans la branche du droit concernée par le secteur d'activité de son entreprise.

Par exemple, s'il travaille dans un laboratoire, il devra nécessairement s'intéresser au droit de la santé, s'il fait partie d'une maison d'édition, privilégier le droit de la propriété littéraire et artistique, s'il a été recruté par une compagnie de navigation, le droit maritime et le droit des transports.

Cadre salarié d'une entreprise, le juriste d'entreprise a pour mission essentielle, de défendre les intérêts de son entreprise et de veiller au respect de la législation et de la réglementation au sein de celle-ci. Pendant longtemps, il a été essentiellement l'homme du contentieux, celui à qui l'on confiait un dossier souvent perdu d'avance ou à qui l'on demandait de prendre une initiative contre un partenaire défaillant (en recouvrement de créances par exemple).

Aujourd'hui, le juriste d'entreprise a cessé d'être un homme de dossiers. Son activité ne se borne plus à la gestion du contentieux, elle s'étend à l'assistance et au conseil en amont. Son travail s'en est trouvé très enrichi. Devenu véritable consultant de la direction et des cadres de l'entreprise, il doit être capable de faire saisir avant la prise de décisions les impératifs législatifs et réglementaires, de prévoir les conséquences à moyen ou long

terme des actions des entreprises et de mettre en forme celles-ci avec un souci de prévention (notamment dans la gestion des contrats d'assurances de l'entreprise). Dans l'entreprise moderne, le juriste est là à la fois pour donner l'information juridique et rechercher l'adéquation de l'objectif qui est poursuivi par l'entreprise avec la règle de droit qui s'impose à cette dernière. A ce titre, il joue souvent le rôle de pédagogue, notamment à l'égard des responsables de service qui n'ont pas de formation juridique.

Une bonne connaissance des rouages de l'entreprise, des problèmes de gestion et des problèmes financiers rencontrés par celle-ci ne peut que mieux lui permettre de faire passer son message.

80% des Directeurs Juridiques ont leur propre budget concernant les achats de logiciels, bureautique, conseils externes, ...

Le rôle du juriste d'entreprise peut évidemment varier selon la taille de l'entreprise. Dans les grandes entreprises, il se retrouve le plus souvent

au sein d'un service juridique organisé et peut être amené à se spécialiser, au moins ponctuellement, dans certains domaines juridiques. Dans les entreprises de plus petite taille, il travaille généralement seul avec parfois une secrétaire ou un collaborateur. Son rôle ne sera évidemment pas le même, mais dans tous les cas on peut observer que le juriste ou le responsable du service juridique apparaît de plus en plus comme un membre de la direction d'entreprise.

Le nombre de juristes en entreprises varie selon les sources de 5.000 (Source AFJE) à 15.000 (Source www.village-justice.com) voire 35.000 selon certains recruteurs spécialisés. Vous l'avez compris, le juriste d'entreprise est votre prescripteur auprès des mandataires sociaux d'entreprises.

« Enrichissez vos plans médias avec cette cible transversale et exclusive du pouvoir dans l'entreprise pour 2000 euros HT seulement » (prix pour une page quadri format A4).

WWW.LAWINFRANCE.COM

Cabinets d'avocats, d'audit, d'experts comptables Référez-vous sur le premier annuaire des professionnels du droit en France. Selon une enquête auprès de 250 directeurs juridiques, 25% des juristes trouvent leur avocat grâce à un annuaire.

Cet annuaire en ligne fait partie intégrante du Village de la Justice et est visité par plus de 480 000 personnes par an.

Vous y trouverez des appels d'offres de prestations juridiques des collectivités, des informations sur les cabinets d'avocats (nominations, deals...).

Nous vous proposons pour 500 euros HT d'avoir une présentation détaillée du cabinet avec ses membres, ses spécialités, etc...

Cette présentation payante permet, bien entendu, d'être mis en avant sur

le site à chaque recherche des internautes sur leurs spécialités mais surtout ils seront systématiquement cités à chaque fois que le Journal du Management fais un dossier sur les acteurs du droit.

Ces dossiers sont lus plus de 15.000 fois en moyenne dans la version papier et sur le site internet.

LES THÈMES TRAITÉS :

Janvier : Droit bancaire, fiscal, financier

Mars : Droit social

Mai : Urbanisme, construction, immobilier, environnement, public

Juillet : Droit des affaires, des sociétés, commercial (concurrence et distribution)

Octobre : Propriété intellectuelle, informatique, Innovation, NTIC

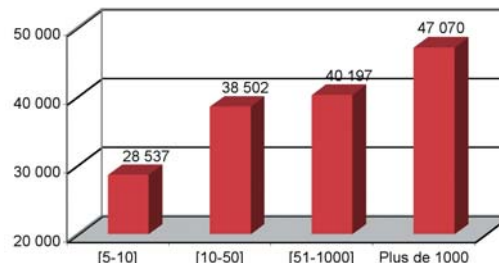
La fourchette de rémunération annuelle brute pour le juriste d'entreprise se situe entre 33 495 et 72 258 euros.

Enquête 2009 Village de la Justice - Legiteam

REVENUS MOYENS PAR TAILLE D'ENTREPRISE :

Revenus moyens des salariés par taille d'entreprises, en euros :

La première catégorie d'entreprises (moins de 10 personnes) correspond le plus souvent à des syndicats, associations, fédérations, etc, et des contrats à temps partiel parfois, d'où l'importance de l'écart.



TRIBUNE DE L'INFORMATIQUE JURIDIQUE



Depuis 10 ans la Tribune de l'Informatique Juridique présente chaque année l'ensemble des logiciels pour avocats, notaires, huissiers et juristes d'entreprises ainsi que toutes les solutions informatiques et bureautiques dédiées à leur activité (GEIDE, scanners, dictée vocale, sécurité, consommables...)

Tirage : 20 000 exemplaires avocats, notaires, huissiers, juristes d'entreprises. Éléments techniques à nous fournir : Fichiers PDF, JPEG, TIFF (300 DPI). Format : 21 x 29,7 cm

TARIFS HT, TRIBUNE DE L'INFORMATIQUE JURIDIQUE

Fonds perdus de 5mm	L x H mm	Tarifs
PLEINE PAGE Quadri	210 x 297	1.500
Double page Rédactionnel/Pub	420 x 297	2.200
1/2 PAGE Hauteur Quadri	90 x 250	920
2ème de couverture Quadri	210 x 297	2.500
3ème de couverture Quadri	210 x 297	2.200
4ème de couverture Quadri	210 x 297	2.800
"Fiche Technique"	logo + 300 caractères	200

LOCATION DE FICHIERS

Legiteam propose à la location des "fichiers mails de juristes d'entreprise" pour des campagnes emailing.

Ce fichier compte 10 140 mails de juristes d'entreprise (janvier 2009).

Le budget est de 0,35 euros HT/contact.



17, rue de Seine - 92100 BOULOGNE
Tél. : 01 70 71 53 80 - Fax : 01 46 09 13 85
www.legiteam.fr

Contact : Pierre Markhoff
Mail : legiteam@free.fr